

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2016

CHAPITRE 46

**MINISTERE
DES TRANSPORTS**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	6
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	7
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2016	8
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	9
2.1.	PROGRAMME 602: AMELIORATION DU SYSTEME DE SURETE ET DE SECURITE DES DIFFERENTS MODES DE TRANSPORT ET DE METEOROLOGIE	11
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	12
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	13
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	13
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	15
2.2.	PROGRAMME 603: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR TRANSPORT	17
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	18
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	20
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	21
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	22
2.3.	PROGRAMME 604: DÉVELOPPEMENT ET RÉHABILITATION DU RÉSEAU MÉTÉOROLOGIQUE NATIONAL	25
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	26
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	27
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	27
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	29
2.4.	PROGRAMME 607: DEVELOPPEMENT ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE BASE	30

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	31
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	32
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	32
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	34
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	37
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	38
3.2.	LEÇONS APPRISES	42
3.3.	PERSPECTIVES	43

NOTE EXPLICATIVE

Le 1^{er} janvier 2013, le Cameroun a basculé dans un nouveau mode de gestion budgétaire : la budgétisation par programme. Cette dernière commande l'allocation de crédits budgétaires aux politiques publiques sur la base des programmes assortis d'objectifs et d'indicateurs de performance, lesquels sont structurés dans les Projets de Performance des administrations (PPA). Ces PPA sont rédigés annuellement par les ordonnateurs principaux du budget de l'Etat et annexés à la loi des finances. A la suite de leur mise en œuvre, les programmes font l'objet d'une évaluation, également annuelle, dans le cadre de l'élaboration des Rapports Annuels de Performance (RAP), annexés à la loi de règlement, conformément à l'article 22 alinéa 3 de la loi portant régime financier de l'Etat de 2007.

Les présents RAP 2016, qui marquent la quatrième année d'élaboration de cet important document de performance depuis l'avènement du budget programme, correspondent à l'évaluation des programmes votés par le Parlement dans la loi de finances 2016, au regard des engagements pris par les administrations par rapport à ces programmes dans le cadre des Projets de performance de cet exercice (PPA 2016).

En termes de méthodologie, les RAP rendent compte du niveau d'exécution financière des programmes, ainsi que des progrès réalisés par les administrations vers l'atteinte des objectifs fixés, avant de jeter les perspectives, sur la base d'un bilan stratégique, en vue de l'amélioration de la performance des programmes dans la poursuite de leur mise en œuvre.

Aussi le canevas de présentation des RAP de l'exercice 2016 se décline comme suit:

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2016;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2016 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

Le contexte de mise en oeuvre ci-après présente le rappel de la synthèse stratégique, la présentation du domaine d'intervention et le contexte de l'exécution des programmes :

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Conformément aux nouvelles orientations stratégiques de l'Etat, définies par le Gouvernement et inspirées de la *Vision Cameroun Horizon 2035*, du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) et de la loi de 2007 portant Régime Financier de l'Etat (RFE), le Ministère des Transports (MINT) s'est fixé trois objectifs stratégiques, à savoir :

mettre en place un cadre institutionnel et infrastructurel cohérent capable de suivre, de s'adapter à l'évolution et à la dynamique des échanges, tout en s'arrimant aux exigences de la mondialisation ;

mettre en place un système intégré, sûr et fiable, à travers plus de cohérence multimodale et favoriser la réduction des accidents tout en faisant décroître les délais et coûts de transport, aussi bien sur le périmètre national que dans le cadre des opérations de passage des marchandises en transit ;

3. 3. mettre en place un système de collecte moderne et performant de traitement et de diffusion des données météorologiques.

En effet, les contraintes nationales, sous-régionales et régionales, en perpétuelle évolution, imposent la modernisation permanente des infrastructures portuaires, aéroportuaires, ferroviaires, routières, maritimes et météorologiques, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs globaux du DSCE.

Les priorités nationales, dans ce sous-secteur, consistent non seulement à mettre en place des politiques permettant de mieux cerner l'évolution et la dynamique des échanges, tout en s'arrimant aux exigences de la mondialisation, mais aussi à privilégier une approche multimodale afin de bâtir à moindre coût un réseau de transport intégré et performant, quadrillant tout l'espace national et résolument ouvert sur les pays voisins, dans l'optique de faire du Cameroun un carrefour des échanges en Afrique centrale.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Aux termes du décret n°2012/250 du 1er juin 2012 portant organisation du Ministère des Transports (MINT), le Ministre des Transports est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de transports et de sécurité routière.

A ce titre, il est chargé :

d'étudier et de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des mesures législatives ou réglementaires relatives aux transports ;

d'étudier et de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des mesures législatives ou réglementaires relatives à la sécurité et à la prévention routières, en liaison avec les administrations concernées ;

de veiller au développement coordonné de tous les modes de transport ;

d'assurer ou de contrôler l'organisation et le fonctionnement des transports aériens, ferroviaires, routiers, maritimes et fluviaux ;

d'assurer ou de contrôler l'organisation et le fonctionnement des transports routiers et

- de la sécurité routière, en liaison avec les administrations concernées;
- de suivre la mise en œuvre et l'exécution du plan sectoriel des transports ;
- de l'aviation civile, des navigations fluviales et maritimes, des transports routiers et ferroviaires et de la météorologie ;
- d'assurer la formation professionnelle des personnels de transports.

Au regard des missions sus-listées du MINT, il ressort que le Gouvernement a accordé une importance particulière aux activités de transport dans la stratégie de développement de l'économie camerounaise.

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Pour rendre effectifs les objectifs sus-évoqués, et pour réaliser les missions qui lui ont été assignées par le Chef de l'Etat, et en vue de contribuer de manière efficace et efficiente à l'atteinte des objectifs de croissance du Cameroun, le Ministère des Transports dispose pour l'exercice 2016, de trois programmes opérationnels et d'un programme support. Il s'agit de :

- Programme 607 : Développement et réhabilitation des infrastructures de transport;
- Programme 602 : Amélioration du système de sûreté et de sécurité des différents modes de transport ;
- Programme 604 : Développement et réhabilitation du réseau météorologique national ;
- Programme 603 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur des transports.

Les quatre (4) programmes du Ministère des Transports ont été mis en œuvre dans un environnement marqué par les principaux facteurs suivants :

- de nombreuses instructions du **Chef de l'Etat** appelant à la redynamisation du système des Transports, en général, et le transport de masse, en particulier, par la mobilisation des éléments de maturité et la recherche des financements pour l'exécution des projets de seconde génération ;
- la préparation à la mise en exploitation du port en eau profonde de Kribi ;
- La rénovation des aéroports du Cameroun se fait dans le cadre d'un programme gouvernemental dédié à la Réhabilitation-Modernisation et Développement des aéroports du Cameroun, validé par le PMCG, en 2014 qui connaît une accélération particulière avec la préparation de la CAN 2019
 - une crise sécuritaire au niveau des frontières du pays. Après la déclaration de guerre du Chef de l'Etat à la secte Boko Haram, le Ministère des Transports a entrepris, en vue de la sécurisation des différents modes de transports, la construction d'infrastructures et l'acquisition d'équipements de sécurité pour le filtrage des personnes et des bagages dans les gares routières, les aéroports, les gare-voyageurs et les ports ;
 - la poursuite de la mise aux normes des infrastructures portuaires et aéroportuaires (arrimage au code ISPS et la certification) ;
 - la poursuite de la construction, de l'aménagement et de l'installation des stations météorologiques à travers le triangle national ;
 - la poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions sur la stratégie de la sécurité routière.

Pour ce qui est de l'exécution du budget de l'Etat, il convient de noter une meilleure appropriation de l'application PROBMIS qui a commencé en 2015.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2016

ras

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

Quatre programmes ont été retenus :

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 602

AMELIORATION DU SYSTEME DE SURETE ET DE SECURITE DES
DIFFERENTS MODES DE TRANSPORT ET DE METEOROLOGIE

Responsable du programme

Madame ONGOLO ZOGO Valérie

Division des Etudes, de la Programmation, de la Planification et de la Coopération

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

L'objectif stratégique de ce programme est de réduire le nombre des victimes sur nos routes, d'améliorer la sécurité et la sûreté dans les ports, dans nos aéroports et de densifier notre système de production et de transmission des données météorologiques.

Il s'agit, dans le domaine aérien, de mettre les aéroports aux normes de sécurité internationales de l'OACI et d'adapter les services d'assistance au sol aux normes l'IATA.

Dans le domaine portuaire et maritime, il est question de mettre les installations portuaires et maritimes en conformité avec les codes et règlements internationaux (ISPS) et de sécuriser les installations portuaires.

En ce qui concerne le domaine ferroviaire, on a entrepris de sécuriser les passages à niveaux et de réduire le nombre d'accidents en assurant une veille sur le tronçon existant.

Ce programme comporte quatre (4) actions, au total, qui couvrent les quatre sous-secteurs majeurs des transports et la météorologie. Dans le cadre de la mise en œuvre dudit programme, au cours de l'exercice 2016, trois actions ont été budgétisées sur le budget du Ministère des Transports à savoir l'action 2: Renforcement de la sûreté et sécurité dans le domaine aérien, l'action 3 : Renforcement de la sûreté et sécurité dans le domaine maritime et portuaire.

Cependant, l'action 4 : Mise en œuvre du plan d'action sur la sécurité routière a été exécutée avec le financement du Fonds Routier.

OBJECTIF	Augmenter le niveau de sécurité et sûreté des infrastructures de transport et des informations météorologiques	
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'infrastructures certifiées aux normes et standards de l'OACI
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	2.0
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SURETÉ DANS LES TRANSPORTS FÉRROVIAIRES Action 02: RENFORCEMENT DE LA SURETÉ ET SÉCURITÉ DANS LE DOMAINE AÉRIEN Action 03: RENFORCEMENT DE LA SURETÉ/SÉCURITÉ DANS LE DOMAINE PORTUAIRE ET MARITIME Action 05: MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTIONS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 786 609 000	CP 1 786 609 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Madame ONGOLO ZOGO Valérie, Division des Etudes, de la Programmation, de la Planification et de la Coopération	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le défi de la modernisation de l'économie camerounaise passe par la mise en place d'infrastructures fiables et arrimées aux normes internationales de sûreté et de sécurité. Ce programme est encadré par les orientations du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Ces enjeux sécuritaires ont été accentués par la recrudescence des menaces terroristes.

Le Ministère des Transports a accompagné les sociétés sous tutelle et les agences de voyage pour améliorer la sécurité dans les différents modes de transport.

En 2016, il s'est agi précisément de :

- la poursuite de la mise aux normes des aéroports et des ports en vue de répondre aux exigences internationales ;
- le renforcement des mesures de sécurité dans tous les modes de transport du fait de la menace BOKO HARAM (*institution des fouilles systématiques des passagers à l'embarquement et au débarquement par les entreprises de voyages de tous les sous-secteurs des transports*);
- la poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions sur la stratégie de la sécurité routière.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

Le programme 602 a pour objectif d'augmenter le niveau de sécurité et de sûreté des infrastructures de transports. Pour atteindre cet objectif, les Ministère a sur son budget propre mis l'emphase sur le sous-secteur maritime et portuaire.

Sous-secteur aérien

Le budget du Ministère des Transports

Seule une activité a été budgétisée en 2016. Il s'agit du suivi à l'OACI des projets de sûreté et sécurité dans le domaine aérien à hauteur de 25 400 000 F CFA.

Sous-secteur maritime et portuaire

Le budget du Ministère a permis d'acquérir deux (2) moteurs hors-bords de 45 Cv et 75 Cv, pour le renforcement des capacités d'intervention de la circonscription maritime, fluviale et lacustre de Limbe ainsi que la réhabilitation des dessertes au sein de la plate-forme portuaire de Douala.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	0	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	0,0%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 763 564 200	CP 1 763 564 200
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 23 044 800	Ecart CP 23 044 800
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 155 064 344	CP 1 155 064 344
TAUX DE CONSOMMATION	65,5 %	65,5 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE	Les actions 2 et 3 retenues dans ce programme portent respectivement sur le renforcement de la	

L'UTILISATION DES RESSOURCES	sûreté et sécurité dans le domaine aérien et le renforcement de la sûreté/sécurité dans le domaine portuaire et maritime. Les montants alloués ont permis d'assurer la subvention annuelle versée à la représentation du Cameroun à l'OACI qui est le point focal du Cameroun en matière sûreté et de sécurité aérienne d'une part et l'acquisition des équipements nautiques, l'organisation de la Conférence des Ministres de la CICOS d'autre part.
PERSPECTIVES 2017	<p>Les perspectives envisagées pour le programme 602 se présentent ainsi qu'il suit :</p> <p><u>Dans le secteur aérien :</u> La poursuite des activités, dans ce secteur, visera la finalisation du processus de certification des aéroports de Douala et Yaoundé et des services de CAMAIR-Co.</p> <p><u>Dans le secteur maritime et portuaire :</u> Il s'agira de continuer les activités qui concourent à la mise en conformité des plateformes portuaire au cadre ISPS.</p> <p><u>Dans le secteur ferroviaire :</u> L'essentiel des actions envisagées ici vise poursuivre la sécurisation des passages à niveau ; renforcer le dispositif de sécurité dans les gares ; déguerpir les occupants illégaux de la voie ferrée.</p>

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Les tableaux de bord ci-après présentent action par action, les performances obtenues par le programme 602 du Ministère des Transports. Deux actions ont été retenues au titre dudit programme :

Action 02 RENFORCEMENT DE LA SURETÉ ET SÉCURITÉ DANS LE DOMAINE AÉRIEN

Une subvention de 20 millions a été transférée à la représentation du Cameroun à l'OACI à Montréal au Canada.

Le montant affiché englobe par ailleurs les charges salariales et autres dépenses communes de fonctionnement ce qui justifie le taux de réalisation financière de 94,08%.

OBJECTIF	Mettre les aéroports aux normes de sécurité internationale OACI							
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'installations dans le domaine aérien mise en conformité aux normes et standards de l'OACI et IATA					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	2.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	0						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 692 409 000	1 692 409 000	1 669 364 200	1 669 364 200	1 592 280 612	1 592 280 612	94,08 %	94,08 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été exécutée dans un contexte marqué par l'élection d'un nouveau Directeur général de l'ASECNA, poste pour lequel le Cameroun avait initialement soumis une candidature.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Dans l'optique de renforcer la sûreté et la sécurité dans le domaine aérien, les montants alloués ont permis d'assurer la subvention annuelle versée à la représentation du Cameroun à l'OACI qui est le point focal du Cameroun en matière sûreté et de sécurité aérienne.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Une subvention de 20 millions a été transférée à la représentation du Cameroun à l'OACI à Montréal au Canada. Le montant affiché englobe par ailleurs les charges salariales et autres dépenses communes de fonctionnement ce qui justifie le taux de réalisation financière de 94,08%.							
Perspectives 2017	La poursuite du processus de mise aux normes infrastructures aériennes à travers notamment : <ul style="list-style-type: none"> L'élaboration et mise en œuvre du plan national de formation du personnel aéronautique, La mise en place d'un centre de documentation aéronautique de référence. 							

Action 03 RENFORCEMENT DE LA SURETÉ/SÉCURITÉ DANS LE DOMAINE PORTUAIRE ET MARITIME

La dotation initiale de 94 200 000 allouée à cette action a servi à la réalisation des extrants ci-après :

acquisition des embarcations équipées des moteurs hors-bords de 75 CV pour sous quartiers maritimes a été budgétisée et réalisée à hauteur de 20,500 000 F CFA,
Acquisition des embarcations (moteurs hors-bord de 75 Chevaux compatibles a été budgétisée et réalisée à hauteur 23,700 000 F CFA.

Ces équipements servent à la surveillance des plans d'eau par les responsables des circonscriptions maritimes concernées.

OBJECTIF	Mettre les installations portuaires et maritimes en conformité avec les codes et règlements internationaux (ISPS*). Sécuriser les installations portuaires							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'installations portuaires certifiés ISPS				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:		2.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		6.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	94 200 000	94 200 000	94 200 000	94 200 000	94 200 000	94 200 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été exécutée dans un contexte marqué par l'arrimage aux normes et standards internationaux des infrastructures de transport maritime (certification au code ISPS), préparation de la mise en exploitation du port en eau profonde de Kribi.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>Dans l'optique de renforcer la sûreté et la sécurité dans le domaine maritime, la dotation initiale de 94 200 000 allouée à cette action a servi à la réalisation des extrants ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • acquisition des embarcations équipées des moteurs hors-bords de 75 CV pour sous quartiers maritimes a été budgétisée et réalisée à hauteur de 20,500 000 F CFA, • Acquisition des embarcations (moteurs hors-bord de 75 Chevaux compatibles a été budgétisée et réalisée à hauteur 23,700 000 F CFA, • Et l'organisation de la réunion des Ministres de la CICOS. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>La dotation initiale de 94 200 000 allouée à cette action a servi à la réalisation des extrants ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • acquisition des embarcations équipées des moteurs hors-bords de 75 CV pour sous quartiers maritimes a été budgétisée et réalisée à hauteur de 20,500 000 F CFA, • Acquisition des embarcations (moteurs hors-bord de 75 Chevaux compatibles a été budgétisée et réalisée à hauteur 23,700 000 F CFA. <p>Ces équipements servent à la surveillance des plans d'eau par les responsables des circonscriptions maritimes concernées.</p>							
Perspectives 2017	Poursuivre le processus de mise aux normes des infrastructures maritimes et portuaires							

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 603

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR
TRANSPORT

Responsable du programme

Monsieur AVAH BEYEME Nestor Blaise
Directeur des Affaires Générales

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme support quant à lui a pour objectif d'accroître l'efficacité du travail administratif. Il est question ici de mener des actions concrètes pour améliorer les performances des personnels, la gouvernance et combattre la corruption au MINT.

Les actions de ce programme sont déclinées ainsi qu'il suit :

Action 1 : Communication et relation publique

Les activités suivantes sont retenues :

- La diffusion de la page météorologique à la CRTV télé ;
- La production et diffusion de transport magazine à la CRTV radio ;
- La production du journal de transport (Transport Magazine) ;
- La mise à jour permanente du site web du MINT ;
- L'insertion de publicités institutionnelles ;
- L'animation de la mission interministérielle de l'ONG Mercy ships.

Action 2 : Gestion des ressources documentaires

Les activités suivantes sont retenues :

- L'équipement de la salle des archives ;
- L'élaboration d'un système de traitement électronique des dossiers.

Action 3 : Amélioration du cadre de travail

Les activités suivantes sont retenues :

- La construction des Bâtiments R+1 pour délégations régionales et délégations départementales ;
- Les travaux d'aménagement et réhabilitation des délégations départementales ;
- Les travaux de construction des circonscriptions et sous quartiers maritimes ;
- Les travaux de réhabilitation des bâtiments des circonscriptions et sous quartiers maritimes ;
- Les travaux d'aménagement des services déconcentré.

Action 4 : Conseil juridique

Les activités suivantes sont retenues :

- L'élaboration d'un cadre réglementaire en matière de transport ferroviaire (régulation, standardisation, spécification ...) ;
- L'actualisation du cadre législatif et réglementaire des différents modes de transport ;
- La compilation et la traduction du recueil des textes des structures techniques du MINT en français et en anglais.

Action 5 : Contrôle et audit

Les activités suivantes sont retenues :

- L'audit des secteurs relevant du MINT ;
 - L'audit du système d'information du MINT par l'ANTIC ;
- Action 6 : Coordination et suivi des activités au sein du Ministère des Transports

Les activités suivantes sont retenues :

- Le suivi et évaluation des grands projets des secteurs des transports (PAD, CNIC, ADC, CCAA, APN, CNCC...);
- La conférence des services centraux et extérieurs ;
- Les états généraux du secteur des transports.

Action 7 : Développement des TIC

Les activités suivantes sont retenues :

- L'acquisition de matériels informatiques (dans les services centraux et déconcentré) ;
- L'élaboration du schéma directeur informatique 2016 – 2021 ;
- Le développement d'un système information au MINT.

Action 8 : Développement du système d'information et statistique

Les activités suivantes sont retenues :

- La production de l'annuaire statistique dans le domaine des Transports ;
- L'acquisition des équipements de sauvegarde et de sécurisation du réseau ;
- L'acquisition des équipements pour la mise en place d'une infrastructure d'hébergement d'applications ;
- L'extension et mise à jour de la banque des données statistiques.

Action 9 : Développement durable des ressources humaines

Les activités suivantes sont retenues :

- La mise en œuvre et suivi du programme de renforcement des capacités des personnels ;
- L'assainissement et sécurisation du fichier physique et électronique des personnels et de la solde.

Action 10 : Etudes stratégiques, planification et programmation

Les activités suivantes sont retenues :

- La dématérialisation des procédures du commerce extérieur (Echange des formulaires de l'OMI et bande passante) ;
- Le suivi et évaluation de la feuille de route et des plans d'action ;
- La mise en place d'un système de pilotage de la performance et mise en œuvre du budget programme au MINT (Préparation et élaboration du budget (chaîne PPBS : PAP, CDMT, PPA, RAP)
- L'élaboration de la stratégie nationale pour la prise en compte de la politique de transport bas carbone ;

- L'élaboration d'une stratégie de contingence sectorielle des transports.

Action 11 : Gestion financière et budgétaire

L'activité suivante est retenue :

- L'appropriation du nouveau régime financier de l'Etat du Cameroun par tous les acteurs du sous-secteur ;
- La mise en place du système informatisé de la gestion de la comptabilité matière ;
- La préparation et maturation des projets.

Le programme 603 piloté par **M. Jean Pierre SOH**, Secrétaire Général, ce programme comporte en 2016, trois (3) actions budgétisées à savoir:

Action 2 : Promotion de la bonne gouvernance;

Action 4: Amélioration des moyens et conditions de travail ;

Action 7: Améliorer le cadre de travail.

OBJECTIF	Améliorer les performances du service public et restaurer l'autorité de l'Etat	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de plaintes des usagers du MINT
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	75.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	25.0
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMÉLIORATION DU CADRE INSTITUTIONNEL ET RÉGLEMENTAIRE Action 02: PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE Action 03: PROFESSIONNALISATION DES ACTEURS DU SOUS-SECTEUR Action 04: AMÉLIORATION DES MOYENS ET CONDITIONS DE TRAVAIL Action 05: COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE Action 06: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES Action 07: AMÉLIORER LE CADRE DE TRAVAIL	
DOTATIONS INITIALES	AE 2 647 773 000	CP 2 647 773 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Monsieur AVAH BEYEME Nestor Blaise, Directeur des Affaires Générales	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 603 du Ministère des Transports a été exécuté dans un contexte général marqué sur le plan matériel et de la logistique par le manque de locaux, la vétusté des bâtiments existants, l'insuffisance du matériel et mobilier de bureau, du matériel informatique, aussi bien dans les services centraux que déconcentrés.

Sur le plan du personnel, par la mise à disposition de nouvelles recrues issues des grandes écoles (ENAM).

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme qui s'intitule désormais gouvernance et

appui institutionnel du sous-secteur des transports, plusieurs activités ont été menées en 2016, à savoir :

- Poursuite de la construction de certaines Délégations régionales (Est et Nord-Ouest) ;
- la poursuite des constructions de certaines délégations départementales (Nyong et Kéllé, Dja et Lobo, Haut Nyong, Haut Nkam, Menoua, Vallée du Ntem) ;
- l'équipement des bureaux en matériel informatique, photocopieurs et en mobilier;
- l'acquisition du matériel roulant dans les services centraux et déconcentrés.

En ce qui concerne la promotion de la bonne gouvernance, le contexte a été influencé par les éléments ci-après:

- le renforcement des capacités des cadres du MINT à travers des séminaires et stages de formation;
- la situation sécuritaire.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

L'objectif du programme 603 était d'améliorer la coordination des services tout en assurant la bonne mise en œuvre des programmes du Ministère des Transports. Pour y parvenir, des travaux de construction, de réhabilitation et d'aménagement ont été menés aussi bien dans les services centraux que déconcentrés. De manière générale, les objectifs assignés à ce programme ont été atteints au cours de l'exercice 2016.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	22	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	106,0%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 2 707 449 339	CP 2 707 449 339
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 0	Ecart CP 0
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 646 347 761	CP 1 646 347 761
TAUX DE CONSOMMATION	60,81 %	60,81 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	???	
PERSPECTIVES 2017	<p>Il est prévu dans le cadre de programme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La construction et réhabilitation des services déconcentrés ; • L'acquisition du mobilier de bureau dans les services centraux et déconcentrés ; • La mise en place d'une banque de données statistique moderne ; • L'acquisition du matériel informatique ; • L'acquisition des équipements du SIGIPES ; • L'élaboration du MPA pour la gouvernance électronique ; • L'équipement de la salle des archives. 	

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Les tableaux de bord ci-après présentent action par action, les performances obtenues par le programme 603 du Ministère des Transports. Trois actions ont été retenues au titre dudit programme :

Action 02 PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE

La mise en œuvre des missions du Ministère des transports va en droite ligne de la politique gouvernementale de promotion de la bonne gouvernance. Le Ministre des Transports a pris des mesures visant à assurer la transparence et la célérité dans le traitement des dossiers.

OBJECTIF	Améliorer la qualité du service.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de rapports produits par les services d'inspection				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 75%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		10.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		18.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		6/8					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	113 402 000	113 402 000	83 060 000	83 060 000	100 701 233	100 701 233	88,8 %	88,8 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La nécessité d'intensifier la lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques, ainsi que le souci d'accroître la transparence des actions du MINT, sont les facteurs qui ont favorisé le contexte de mise en œuvre de cette action.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Missions d'inspections dans les services centraux et déconcentrés ; • Tenue des sessions statutaires du Comité de lutte contre la Corruption. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La mise en œuvre des missions du Ministère des transports va en droite ligne de la politique gouvernementale de promotion de la bonne gouvernance. Le Ministre des Transports a pris des mesures visant à assurer la transparence et la célérité dans le traitement des dossiers.							
Perspectives 2017	<p>Comme perspectives ici il est prévu:</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'intensifier la lutte contre la corruption à travers les inspections permanentes dans les services centraux, déconcentrés et dans les organismes sous tutelles ; • De poursuivre l'amélioration de la qualité de service. 							

Action 04 AMÉLIORATION DES MOYENS ET CONDITIONS DE TRAVAIL

- Appropriation du budget programme ;
- Non disponibilité de la stratégie du secteur des infrastructures ;
- Non disponibilité de la stratégie sectorielle du secteur des transports ;

OBJECTIF	Accroître le rendement du personnel							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage de réalisation des d'actions				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 80%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:		60.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		90.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		80%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 731 968 000	1 731 968 000	1 877 374 800	1 877 374 800	1 395 883 633	1 395 883 633	80,6 %	80,6 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette a été effectuée dans un contexte marqué par la nécessité d'améliorer les conditions de travail des personnels.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>Les activités réalisées dans le cadre de cette action ont été les</p> <ul style="list-style-type: none"> • travaux de finition de la salle des archives ; • équipement de la salle des archives; • poursuite des constructions des délégations régionales et départementale ; 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Appropriation du budget programme ; - Non disponibilité de la stratégie du secteur des infrastructures ; - Non disponibilité de la stratégie sectorielle du secteur des transports ; 							
Perspectives 2017	Le Ministère des Transports envisage de poursuivre la réhabilitation des archives pour un rendement efficace.							

Action 07 AMÉLIORER LE CADRE DE TRAVAIL

Une partie des ressources financières a servi au paiement des arriérés pour un montant de 142 048 000 FCFA.

OBJECTIF	Doter les services des infrastructures et équipements adéquats							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de personnes disposant d'un poste de travail fixe				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 83,33%	
	Unité de mesure							
	Année de référence:							
	Valeur de référence:							
	Année cible:							
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		80%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	802 403 000	802 403 000	747 014 539	747 014 539	711 151 000	711 151 000	88,63 %	88,63 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette a été effectuée dans un contexte marqué par la nécessité d'améliorer les conditions de travail des personnels. A cela il faut ajouter également l'insuffisance des bâtiments, des équipements et du matériel de bureau ainsi que la vétusté des locaux.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>Plusieurs actions ont été réalisées dans cette action. Il s'agit notamment des:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la construction des clôtures dans les délégations de l'Est, de l'Extrême Nord, Ouest, Nord-Ouest et du Noun ; - l'aménagement d'une salle d'archive ; - l'aménagement des salles de conférence ; - l'aménagement des bâtiments dans les services centraux ; - l'équipement des services centraux et déconcentrés ; - la construction des délégations régionales du Centre et du Sud (1^{ère} phase) ont été amorcés ; - l'aménagement des clôtures de la guérite, de la délégation régionale du littoral ; - l'équipement des services centraux en matériels et mobiliers de bureaux des services centraux et déconcentrés s'est également poursuivi. <p>l'aménagement du bâtiment annexe n°2.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Une partie des ressources financières a servi au paiement des arriérés pour un montant de 142 048 000 FCFA.							
Perspectives 2017	Le Ministère des Transports envisage de Poursuivre les constructions des délégations, de réfectionner et d'équiper les bureaux en matériels divers.							

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 604

Développement et réhabilitation du réseau météorologique national

Responsable du programme

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme vise à produire des données fiables pour des prévisions météorologiques et climatologiques relatives à la sécurité des transports, l'agriculture et autres domaines d'activités socioéconomiques.

Les actions y relatives sont au nombre de quatre(04) et se déclinent ainsi qu'il suit :

Action 1 : développement et réhabilitation des infrastructures de météorologie.

Les activités suivantes sont retenues dans le cadre de cette action :

- La construction de 15 stations et parcs météo ;
- La réhabilitation et aménagement de 37 stations et parcs météo ;
- La sécurisation des lots domaniaux des structures météorologiques.

Action 2 : renforcement de la production et de la fourniture des services météorologiques et climatologiques.

Il est question dans cette action d'entreprendre:

- l'automatisation du système de production des données météorologiques ;
- le paiement des droits de transmission des informations météorologiques ;
- la mise en place d'un système de diffusion des informations météo ;
- la mise en place du Cadre National des services Climatologiques (CNSC) au Cameroun.

Action 3 : développement institutionnel et renforcement des capacités.

Avec comme activités :

- la subvention pour la formation des Ingénieurs à l'ENSP de l'Université de Yaoundé I ;
- l'acquisition des équipements d'inspection des structures d'observation ;
- la formation continue sur les techniques avancées de prévisions numériques et en météo maritime.

Action 4 : équipement des Stations météorologiques, des postes climatologiques et des postes pluviométriques.

Les activités ci-après sont retenues dans le cadre de cette action :

- l'acquisition et installation de 40 stations météorologiques automatiques ;
- l'acquisition et installation de 300 postes pluviométriques ;
- la maintenance des stations automatiques du don Japonais.

Au cours de l'exercice 2016, toutes les quatre actions du programme 604 été budgétisées.

OBJECTIF	Fournir des informations météorologiques sûres et fiables de façon continue	
Indicateur	Intitulé:	Taux de production de l'information météorologique sur le territoire national
	Unité de mesure	
	Valeur de référence:	
	Année de référence:	
	Valeur Cible	
	Année cible:	

ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	1. DÉVELOPPEMENT ET RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE MÉTÉOROLOGIE	
	Action 02:	RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION ET DE LA FOURNITURE DE SERVICES MÉTÉOROLOGIQUES ET CLIMATOLOGIQUES	
	Action 03:	DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	
	Action 04:	EQUIPEMENT DES STATIONS MÉTÉOROLOGIQUES, DES POSTES CLIMATOLOGIQUES ET DES POSTES	
DOTATIONS INITIALES	AE	CP	
	693 397 000	333 397 000	
RESPONSABLE DU PROGRAMME			

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en place d'un programme dédié entièrement à la météorologie intervient après les inondations intervenues dans la partie septentrionale du pays. Le Ministère des Transports s'est employé à mettre en œuvre un vaste programme de réhabilitation des stations météorologiques et pluviométriques dans le cadre du programme 604. Ces éléments de contexte se déclinent concrètement comme suit :

- la recrudescence des phénomènes météorologiques extrêmes à l'instar des inondations ;
- l'allocution du **Chef de l'Etat** lors de sa visite de réconfort aux victimes des inondations dans l'Extrême-Nord à Guirvidig en 2012 instruisant de renforcer à tous les niveaux et de manière régulière le secteur météorologique national ;
- la non-conformité du réseau météorologique national aux normes internationales constaté par l'audit commandé par le Ministre des Transports et réalisé par l'ASECNA en 2012 ;
- l'adoption d'un programme exclusivement dédié à la Météorologie par le CIEP en 2015.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

Le programme 604 vise à produire des données fiables pour des prévisions météorologiques et climatologiques relatives à la sécurité des transports, l'agriculture et autres domaines d'activités socioéconomiques. Pour atteindre cet objectif, les activités menées dans le cadre de ce programme se déclinent par action ainsi qu'il suit :

Action 1 : développement et réhabilitation des infrastructures de météorologie

La réhabilitation des stations météorologiques de Yagoua et Meiganga a été inscrite en priorité dans le budget de l'exercice 2016 du Ministère des Transports à hauteur de 10 000 000 FCFA pour chaque localité. Les deux ouvrages ont été livrés et les PV de réceptions provisoires sont disponibles.

Ø Action 2 : renforcement de la production et de la fourniture des services météorologiques et climatologiques

Deux activités avaient été retenues en 2016.

La numérisation des archives budgétisée à hauteur de 400 000 000 FCA en AE et dont le marché a été attribué à la société AFREETECH n'a pas pu démarrer en 2016.

On a effectué un report de crédit de 100 millions de FCFA pour l'acquisition et l'installation de la

station PUMA VSAT, la station est en cours d'installation. Une subvention a été mise à la disposition de la CRTV, en vue du règlement des prestations de production de la page météo diffusée sur les antennes de la télévision nationale.

Action 3 : développement institutionnel et renforcement des capacités

S'agissant du développement institutionnel et du renforcement des capacités, une subvention a été versée à l'École Nationale Supérieure Polytechnique de Yaoundé, pour la création d'une filière de météorologie dans cette institution. Un concours pour le recrutement de 15 élèves Ingénieurs, 25 Ingénieurs des Travaux, 80 élèves Techniciens Supérieurs de la Météorologie, respectivement, à l'École Nationale Supérieure Polytechnique de Yaoundé (ENSPY) et à l'Institut Supérieur du Sahel de l'Université de Maroua a été ouvert et les résultats ont été publiés.

Action 4 : équipement des Stations météorologiques, des postes climatologiques et des postes pluviométriques

Le budget de l'exercice 2016 a permis l'acquisition et l'installation de cinq postes climatologiques pour 30 millions de FCA et de 100 postes pluviométriques pour un montant de 40 millions de FCFA.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	73 ,96%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	73 ,96%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 748 785 461	CP 388 785 461
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -55 388 461	Ecart CP -55 388 461
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 388 778 968	CP 388 778 968
TAUX DE CONSOMMATION	51,92 %	100 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Toutes les quatre actions de ce programmes, qui ont été budgétisées en 2016 contribuent à la densification des informations météorologiques collectées qui devraient permettre de faire des prévisions plus fiables et plus sûres. Tous les extrants attendus ont été produits à l'exception de la numérisation des archives.	
PERSPECTIVES 2017	Les perspectives envisagées pour le programme 604 se présentent ainsi qu'il suit : <ul style="list-style-type: none"> • réhabilitation du don japonais ; • réhabilitation et aménagement de la station météorologique de Batouri ; • numérisation des archives • appui à l'ENSPY pour la formation des ingénieurs • acquisition et installation des stations météorologiques 	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Les tableaux de bord ci-après présentent action par action, les performances obtenues par le programme 604 du Ministère des Transports. Quatre actions ont été retenues au titre dudit programme :

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 607

DEVELOPPEMENT ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES
DE BASE

Responsable du programme

Monsieur MENGUE MENGUE Joseph
Conseiller Technique N° 1

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 607 intitulé « Développement et réhabilitation des infrastructures de transports vise à dynamiser le secteur des infrastructures dans la perspective de l'atteinte de l'objectif de l'émergence à l'horizon 2035. »

Les objectifs spécifiques de ce programme sont les suivants :

- rénover les infrastructures ferroviaires ;
- moderniser les infrastructures aéroportuaires ;
- améliorer la qualité des infrastructures de navigation maritime
- accroître la mobilité urbaine.

Pour chacun de ces objectifs, les cinq groupes d'actions prescrites retenues se déclinent ainsi qu'il suit :

1- **Construction et réhabilitation des infrastructures ferroviaires**

Les principaux intervenants dans ce sous-secteur sont outre le MINT, la CAMRAIL, le COMIFER, le MINEPAT, le MINDUH, la Communauté Urbaine de Kribi (CUK), la Communauté Urbaine de Limbe (CUL), le PAD, les opérateurs privés, les institutions financières et la société civile.

2- **Construction et réhabilitation des infrastructures aéroportuaires**

Il s'agit de réhabiliter et de mettre aux normes OACI, les aéroports de Yaoundé-Nsimalen, Douala, Garoua et Maroua-Salak. Cette action consiste à renouveler divers équipements aéroportuaires et à réhabiliter les pistes et chaussées endommagées. Les principaux intervenants dans ce domaine en dehors du MINT sont : le MINDEF, la CCAA, ASECNA, les ADC et la DGSN.

3- **Construction et réhabilitation des infrastructures maritimes, portuaires, fluviales et lacustres**

Les intervenants dans ce sous-secteur en plus du MINT sont : le MINEPAT, le MINDUH, l'APN, le Port Autonome de Douala (PAD), la Communauté Urbaine de Kribi (CUK), la communauté urbaine de Limbe (CUL), les opérateurs privés, les institutions financières et la société civile.

4- **Amélioration des services et moyens de transports**

Ici, l'accent est mis non sur la réhabilitation des infrastructures existantes dans l'optique d'améliorer la mobilité des biens et des personnes ainsi que le trafic passagers et fret.

5- **Développement coordonné de tous les modes de transports**

Il y a lieu de préciser que les actions 02 et 03 n'ont pas reçu de financement dans le cadre de l'exécution du budget 2016.

Il y a lieu de préciser que les actions 02 et 03 n'ont pas reçu de financement dans le cadre de l'exécution du budget 2016.

OBJECTIF	Améliorer les conditions et coûts de transport, et accroître la mobilité	
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'infrastructures réhabilitées et/ou construites
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	13.0
	Année cible:	2016
ACTIONS DU PROGRAMME	<p>Action 01: 1.CONSTRUCTION, RÉHABILITATION ET RENOUVELLEMENT DES INFRASTRUCTURES ET MOYENS DE TRANSPORT FERROVIAIRE</p> <p>Action 02: CONSTRUCTION, RÉHABILITATION ET RENOUVELLEMENT DES INFRASTRUCTURES ET MOYENS DE TRANSPORT AÉRIEN</p> <p>Action 03: CONSTRUCTION ET RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES MARITIMES, PORTUAIRES, FLUVIALES ET LACUSTRES</p> <p>Action 04: AMÉLIORATION DES SERVICES ET MOYENS DE TRANSPORTS</p> <p>Action 05: DÉVELOPPEMENT COORDONNÉ DE TOUS LES MODES DE TRANSPORTS</p>	
DOTATIONS INITIALES	AE 4 004 221 000	CP 4 004 221 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Monsieur MENGUE MENGUE Joseph, Conseiller Technique N° 1	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 607 vise à répondre à la préoccupation du Gouvernement de veiller au développement et à la réhabilitation *des infrastructures de transport*. Seulement, il convient de relever que la mise en œuvre effective de ce programme exige de mobiliser des moyens importants compte tenu du fait qu'il s'agit des projets structurants relevant des différents sous-secteurs des transports, dont le coût est assez significatif.

La situation sécuritaire dans le grand Nord a conduit à des restrictions du budget et le Gouvernement procède également à des arbitrages décisifs en termes d'engagement à l'international auprès des bailleurs de fonds. D'où le retard relatif accusé dans la mise en œuvre du programme. Toutefois, des travaux de réhabilitation ont été entrepris dans la perspective de la normalisation et de la certification des infrastructures de transport. De plus, l'organisation de la CAN 2019 nous y oblige.

A tout ceci s'ajoute également la nécessité de renouveler et réhabiliter les infrastructures de transport ferroviaires.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

Les tableaux de bord ci-après présentent action par action, les performances obtenues par le programme 607 du Ministère des Transports. Trois actions ont été retenues au titre dudit programme :

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	02	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	15,4%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 624 801 000	CP 3 624 801 000
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 379 420 000	Ecart CP 379 420 000
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 3 582 214 546	CP 3 582 214 546
TAUX DE CONSOMMATION	98,83 %	98,83 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Le paiement d'une partie de la subvention d'équilibre à CAMRAIL pour le trafic voyageur a été assuré cet exercice 2016 par le budget du Ministère des Transports.	
PERSPECTIVES 2017	<p>Les perspectives envisagées pour ce programme sont regroupées par sous-secteur notamment:</p> <p><u>Dans le secteur maritime et portuaire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la réfection de la circonscription maritime de Kribi ; - l'acquisition du matériel de navigation dans la circonscription maritime de Kribi <p><u>Dans le secteur ferroviaire :</u></p> <p>Il est prévu de reconduire l'essentiel de ce qui avait été programmé auparavant notamment la poursuite du renouvellement des infrastructures ferroviaires.</p> <p><u>Dans le secteur routier :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'audit des auto-écoles ; - l'étude pour la construction d'une gare routière pilote à Yaoundé. 	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Les tableaux de bord ci-après présentent action par action, les performances obtenues par le programme 603 du Ministère des Transports. Trois actions ont été retenues au titre dudit programme :

Action 01 1.Construction, réhabilitation et renouvellement des infrastructures et moyens de transport ferroviaire

Le taux de 100% de réalisation financière de cette action est dû au fait que la dotation budgétaire y relative, bien que affichée au budget du MINT, a en totalité été engagée au niveau du Gouvernement (fonds de contrepartie).

OBJECTIF	Améliorer l'offre de transport ferroviaire							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de KM de voies ferrées construites				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 97,7%	
	Unité de mesure		km					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		1000.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		1655.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		171 Km/175Km						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> Sur le plan sous-régional, les Gouvernements des Républiques du Cameroun et du Tchad ont jugé fort nécessaire la poursuite du projet intégrateur d'extension de la ligne de chemin de fer Ngaoundéré-Ndjaména, dont les travaux ont commencé il ya quelques années. Sur le plan interne, la nécessité de renforcer les équipements est voitures a marqué les efforts entrepris dans ce secteur. Il a aussi été question de l'extension du réseau ferroviaire national. 							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants)	L'activité majeure réalisée dans le cadre de cette action est la réhabilitation effective de 171Km de voie ferrée entre Batchenga et Ka'a sur les 175 initialement prévus .							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le taux de 100% de réalisation financière de cette action est dû au fait que la dotation budgétaire y relative, bien que affichée au budget du MINT, a en totalité été engagée au niveau du Gouvernement (fonds de contrepartie).							
Perspectives 2017	La poursuite de la réhabilitation du réseau ferroviaire national (TRANSCAM 1 et 2) dans l'optique d'atteindre les 313Km en 2018.							

Action 04 AMÉLIORATION DES SERVICES ET MOYENS DE TRANSPORTS

Le taux de réalisation de l'indicateur s'explique par le fait qu'il ne renseigne pas effectivement sur les activités menées dans cette action.

OBJECTIF	Accroître la mobilité urbaine							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de réseaux bus				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 50%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		2.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		3.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		01/2					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	450 000 000	450 000 000	50 000 000	50 000 000	370 000 000	370 000 000	82,22 %	82,22 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le défi de l'amélioration et de la mobilité des personnes et des biens ainsi que la révision à la baisse de l'enveloppe budgétaire après validation du projet de performance des administrations, ont favorisé la mise en œuvre de cette action.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>Les activités majeures réalisées dans le cadre de cette action sont les suivantes :</p> <p>Signature du contrat de partenariat avec la société STECY. Dans la poursuite du même objectif, les activités majeures ci-après ont également été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'élaboration des fichiers nationaux de voyageurs ; • l'élaboration du fichier national des motos-taxis ; • l'audit des auto-écoles ; • la création de nouveaux centres de visite technique automobile ; • la mise aux normes des agences de voyage. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le taux de réalisation de l'indicateur s'explique par le fait qu'il ne renseigne pas effectivement sur les activités menées dans cette action.							
Perspectives 2017	En vue de poursuivre le processus d'amélioration des services et moyens de transports, on a procédé à une reformulation de l'indicateur pour plus de cohérence.							

Action 05 DÉVELOPPEMENT COORDONNÉ DE TOUS LES MODES DE TRANSPORTS

Toutes les activités prévues dans le cadre de cette action ont été réalisées.

OBJECTIF	Assurer la coordination de toutes les actions relatives aux différents modes de transports							
Indicateur	Intitulé:		Activités coordonnées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:		75.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		90.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		15/15						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 054 221 000	2 054 221 000	2 074 801 000	2 074 801 000	1 821 920 055	1 821 920 055	88,69 %	88,69 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le défi de l'amélioration et de la mobilité des personnes et des biens, l'exigence d'amélioration des conditions et du cadre de travail ainsi que le soucis de coordination des activités relevant des sous-secteurs des transports du MINT ont conduit à la mise en œuvre de ladite action.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - la mise en conformité des gares routières, à travers le lancement du processus de recensement des gares routières dans l'optique de constituer un fichier national ; - l'étude en vue de la mise en conformité des terminaux de transport routier de marchandises ; - le suivi des activités des structures placées sous la tutelle technique du MINT ; - le renforcement du dispositif de sécurité au sein des agences de voyages ; - la sensibilisation des partenaires dans le domaine de la prévention routière ; le renforcement des mécanismes de prévention routière à travers la diffusion des messages téléphoniques sur le code de la route et les bonnes pratiques en conduite.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Toutes les activités prévues dans le cadre de cette action ont été réalisées.							
Perspectives 2017	Des activités tendant au développement coordonné des actions ont été programmées en 2017. Toutefois, il est envisagé de redéfinir ladite action .							

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Présenter le bilan stratégique de l'exécution des programmes du MINT prévus dans le cadre du budget-programme de l'exercice 2016, nécessite, tout d'abord, d'apprécier ou d'évaluer le rapprochement des résultats obtenus de l'objectif stratégique. Par la suite, il est nécessaire d'évoquer les leçons tirées de cette expérience. Et pour finir, il s'agit de se pencher sur les perspectives à court et à moyen termes.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Evaluer le rapprochement des résultats atteints avec l'objectif stratégique du MINT consiste, au préalable, à mesurer le niveau de réalisation des actions inscrites dans les quatre programmes sus-annoncés, puis évoquer les difficultés rencontrées dans la réalisation desdits programmes. Une telle démarche permet de voir si l'action de ce Département cadre avec les objectifs du DSCE et, au cas contraire, d'entrevoir des mesures correctives.

v Appréciation du niveau de réalisation des programmes

Programme 607 : développement et réhabilitation des infrastructures de transport

Ayant fait un aperçu du diagnostic de l'insuffisance, de la vétusté des infrastructures portuaires, aéroportuaires, ferroviaires de même que la faiblesse de l'offre de transport urbain, les objectifs spécifiques assignés à ce programme étaient : ***moderniser les infrastructures ferroviaires et aéroportuaires ; améliorer la qualité des infrastructures de navigation maritime et accroître la mobilité urbaine.***

Les résultats obtenus dans ledit programme ont été les suivants :

Sous-secteur aérien :

Dans ce sous-secteur les activités ci-après ont été réalisées :

- la réhabilitation de la piste d'atterrissage, et celle encore en cours de l'ensemble des chaussées aéronautiques de l'aéroport international de Douala ;
- la réhabilitation de l'éclairage de l'aire de trafic à l'aérogare fret de Douala ;
- l'élaboration par le consultant BOEING du plan de redressement CAMAIR-Co en vue du décollage définitif ;
- l'aboutissement du processus de certification, d'immatriculation et de mise en exploitation de deux aéronefs de type MA60 ;
- le début de la mise en œuvre effective de la procédure de contractualisation avec BOEING CONSULTING;
- l'élaboration d'une stratégie commerciale et de distribution susceptible de faire du Cameroun un Hub régional et intercontinental en matière de passage et fret ;
- l'inauguration de la fréquence sur l'aéroport de Bafoussam-Bamougoum ;
- l'augmentation des fréquences à cinq (05) vols par jour entre Douala et Yaoundé, et au moins un vol par jour, pour toutes les autres destinations locales ;
- le déménagement du siège pour l'immeuble sis à Bonanjo en propriété ;
- la suspension provisoire de la desserte de Paris, dans le cadre de la réduction des charges de la Compagnie ;
- la suspension des dessertes non opérationnelles ou nécessitant une réorganisation importante, telles que Kinshasa, Lagos, Bangui, Pointe Noire et Malabo.

Sous-secteur maritime et portuaire :

S'agissant du sous-secteur maritime et portuaire, les activités ci-après ont été menées :

- l'acquisition de deux (2) moteurs hors-bord de 45 Cv et 75 Cv, pour le renforcement des capacités d'intervention de la circonscription maritime, fluviale et lacustre de Limbe ;
- la réhabilitation des dessertes au sein de la plate-forme portuaire de Douala.

Sous-secteur ferroviaire

Pour ce qui est du sous-secteur ferroviaire, les activités ci-après ont été notées :

- la réception définitive des travaux d'aménagement des agences CAMRAIL à Garoua et Maroua;
- la réception définitive des travaux d'aménagement de la salle VIP et première classe de la gare voyageurs de Douala ;
- la poursuite des travaux de renouvellement d'une partie de la voie ferrée;
- la participation au suivi des études de faisabilité pour la construction des lignes de chemin de fer entre Douala-Limbe, Douala-Ngaoundéré et Edéa-Kribi-Lolabé;
- le dépouillement des offres relatives aux acquisitions de 15 voitures à voyageurs, 5 modules autorails et 4 locomotives.

Dans le sous-secteur routier

Les activités d'audit suivantes ont été réalisées dans le cadre de l'amélioration des services et moyens de transport :

- la mise en conformité des gares routières à travers le lancement du processus de recensement des gares routières dans l'optique de constituer un fichier national ;
- la réalisation d'une étude pour la construction d'une gare routière pilote à Limbe ;
- l'étude en vue de la mise en conformité des terminaux de transport routier de marchandises.

Programme 602 : amélioration du système de sûreté et de sécurité des différents modes de transport

Ce programme avait pour objectif d' « **Augmenter le niveau de sécurité et de sûreté des infrastructures de transports** »

Les activités ci-après ont été réalisées :

Sous-secteur aérien :

Les activités ci-après ont été réalisées :

- la réhabilitation de l'éclairage de l'aire de trafic de l'aérogare fret de Douala (ADC) ;
- l'auscultation des chaussées aéronautiques des aéroports de Douala, Yaoundé-Nsimalen et Garoua ;
- le renouvellement des comptoirs filtres police des Aérogares passagers de Douala et Yaoundé-Nsimalen, pour ce qui est précisément du volet sécurité ;
- l'obtention des certifications IATA, IOSA, ACC3, ISO 9001-2015 et Clearing House par CAMAIR-Co ;

Sous-secteur maritime et portuaire :

- la délivrance de 22 certificats de navigabilité au titre des visites de sécurité des navires ;

- l'accostage de 821 navires au port de Douala ; la commission d'Agrément des Organisation de Sûreté reconnus, siégeant au cours de ses sessions des 31 août 2016 a validé 5 dossiers pour l'agrément de nouveaux RSO et le renouvellement de 2 anciens RSO, dans le cadre de la mise en application du code ISPS et du processus de reconnaissance et d'agrément des Organismes de Sûreté reconnus (RSO) ;

- l'acquisition des véhicules d'intervention pour les forces de maintien de l'ordre au Port Autonome de Douala.

Au Port Autonome de Douala,

Suite à la nomination d'un nouveau Directeur Général le 24 août 2016, les actions suivantes ont été menées :

- le dragage du chenal d'accès au Port a repris et est en cours, dans le cadre de l'exécution d'un marché signé à cet effet avec la société chinoise CHEC;
- le balisage du chenal a été rétabli. 38 bouées sur 39 requises ont été remises en service ;
- le processus d'assainissement des occupations du domaine public portuaire a été déclenché ;
- des actions intensives de recouvrement ont été engagées afin de porter les recettes mensuelles à une moyenne plus intéressante ;
- un audit de la facturation du PAD a été engagé afin de réduire les pertes et les détournements du chiffre d'affaire du PAD.

Au Port Autonome de Kribi,

Après la réorganisation du Port Autonome de Kribi (PAK) par décret du chef de l'Etat du 29 juin 2016 et la nomination de ses organes sociaux, l'opérationnalisation du PAK s'est poursuivie avec sérénité. Les actions ci-après ont été mises en œuvre :

- la finalisation en cours des contrats de concessions entre :
 - d'une part, le Port Autonome de Kribi et le Groupement BOLLORE-CMA-CHEC, pour l'exploitation et le développement du Terminal à conteneurs ;
 - et, d'autre part, le Port Autonome de Kribi et le groupement NECOTRANS/KPMO, pour l'exploitation et la maintenance du Terminal polyvalent ;
- la finalisation du contrat de remorquage et lamanage entre le Port Autonome de Kribi et la Société néerlandaise SMIT/LAMNALCO.

Sous-secteur routier :

- l'installation des GPS urbains pour rationaliser et sécuriser le transport urbain par taxi ;
- l'installation au Ministère d'un serveur pour la géolocalisation ;
- la signature d'une convention entre l'Etat du Cameroun et l'opérateur portugais **Irmaos Mota** Construccao De Carrocarias Sa pour faciliter le transport urbain de masse dans la ville de Yaoundé (150 autobus) ;
- le renforcement du dispositif de sécurité au sein des agences de voyages ;
- la délivrance des agréments aux transporteurs routiers interurbains ;
- la mise en place de la Lettre de Voiture Obligatoire (LVO) ;
- l'appui au renforcement du contrôle routier ;
- la sensibilisation des partenaires dans le domaine de la prévention routière ;
- l'assainissement du transport urbain ;
- le déploiement de la nouvelle version informatique de sécurisation du processus de délivrance

du permis de conduire, qui se veut futuriste et de seconde génération ;

- la sécurisation du circuit de transmission des listes des candidats à l'examen du permis de conduire ;
- la mise en place d'un système informatique de sélection automatique des épreuves de l'examen théorique du permis de conduire ;
- la revue du mécanisme de désignation des membres du jury basé sur un test d'aptitude ;
- la revue du profil des Chargés de mission désignés dans le cadre de la supervision de l'examen du permis de conduire.

Programme 604 : Développement et Réhabilitation du Réseau météorologique national

Ce programme avait pour objectif de Produire des données fiables pour des prévisions météorologiques et climatologiques relatives à la sécurité des transports, l'agriculture et autres domaines d'activités socioéconomiques.

Les activités réalisées dans le cadre dudit programme se résument ainsi qu'il suit :

- la densification du réseau d'observation météorologique à travers la réhabilitation de 13 stations météorologiques et la réception d'un don chinois qui va permettre d'équiper 23 stations météorologiques ;
- le début de la numérisation de toutes les archives météorologiques du Cameroun ;
- la poursuite du renforcement des capacités des personnels du secteur de la météorologie, à travers le lancement des concours pour le recrutement de 120 météorologistes (tous grades confondus) conformément au plan de recrutement 2016 validé par le Premier Ministre, Chef du gouvernement.

Quant à l'équipement des stations météorologiques, le projet d'acquisition d'une station PUMA VSAT 2015, instrument de réception d'imagerie satellitaire, et l'acquisition de cinq postes climatologiques et de 100 postes pluviométriques, ont également été réalisées.

Programme 603 : gouvernance et appui institutionnel dans le sous secteur des transports

Les réalisations entreprises dans ce domaine visaient à améliorer le cadre et les conditions de travail des personnels du Ministère des Transports. Dans cette optique, plusieurs actions ont été menées. Elles ont respectivement pour activités réalisées:

- la construction des délégations régionales (Centres, Est et Nord-Ouest);
- la construction des délégations départementales du Dja et Lobo, du Haut Nyong, de la Vallée du Ntem, du Nyong et Kelle ;
- l'aménagement et la réhabilitation des bâtiments annexes du Ministère ;
- l'aménagement et l'équipement du bâtiment principal du Ministère ;
- la rénovation de la salle de conférences du Cabinet du Ministère ;
- l'aménagement de la Délégation Régionale des Transports du Littoral ;
- la réhabilitation du sous-quartier maritime de Tiko ;
- l'acquisition des matériels informatiques dans les services centraux et déconcentrés ;
- l'acquisition du mobilier de bureau dans les services centraux ;
- l'acquisition d'un transformateur connecté au réseau ENEO ;
- l'organisation de la conférence annuelle des services centraux extérieurs et présentation

des vœux ;

- le recensement et la formation du personnel.

Toutefois, il convient de relever que l'exécution de ces différents programmes telle que présentée plus haut ne s'est pas faite sans difficultés.

Difficultés de mise en œuvre

Parmi les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des programmes, il y a lieu de relever, d'abord, la lourdeur des procédures d'attribution des marchés. En effet, certains projets spécifiques connaissent des retards du fait de l'absence d'une expertise pointue dans les domaines concernés (aéroportuaires, portuaires, routiers et météorologie) au sein des commissions de passation au MINMAP. A tout ceci s'ajoute aussi l'arrêt précoce des engagements avant la date prévue à cet effet.

Ensuite, la réalisation des actions sus-évoquées incombe pour la plupart des cas, aux structures sous-tutelle, ce qui ne permet pas au MINT de rendre suffisamment compte de son action sur la base des indicateurs retenus. Toutefois, et au regard de l'alignement stratégique, la spécificité des actions relevant du secteur des Transports justifie leur mise en œuvre par lesdites structures sous-tutelle.

Enfin, il convient de relever que dans certains cas, les écarts d'exécution sont dus à l'accès difficile à l'information par les partenaires à la réalisation des projets, et dans d'autres cas, à l'attente des financements extérieurs.

En dépit des difficultés sus-évoquées, le constat général qui se dégage de l'expérience de l'exécution des programmes du MINT pour le compte de l'année budgétaire 2016 est que les différentes actions qui y ont été inscrites ont été réalisées de façon satisfaisante. De plus, ces actions répondent fidèlement aux attentes et orientations du DSCE. Cela témoigne à suffisance de la volonté et des efforts du MINT en faveur d'une contribution efficace à la réalisation des objectifs globaux du secteur des infrastructures, conformément aux prescriptions du DSCE.

Néanmoins, lesdites difficultés mettent en exergue la nécessité de formuler des perspectives correctives à court et moyen termes afin de garantir l'encrage de l'implémentation des politiques publiques du MINT à la stratégie nationale de développement de l'économie camerounaise.

3.2. LEÇONS APPRISES

Les leçons découlant de la mise en œuvre des programmes du MINT pour l'exercice budgétaire 2016 comportent :

- la nécessité d'une meilleure formulation des indicateurs permettant de rendre compte des étapes franchies pour la réalisation des projets ;
- la nécessité de trouver des indicateurs permettant de mieux afficher la performance du Ministère. En effet, les indicateurs actuels ne permettent pas de rendre compte de l'action de suivi menée par ce dernier. Les actions réalisées par les structures sous-tutelle ne peuvent être

évaluées ;

- La mise en place effective et l'animation du contrôle de gestion permettront de procéder à une remontée assez des données produites dans les sociétés sous tutelle ; lesquelles données aideront à mieux analyser leur performance ;
- la sécurisation de la trajectoire des finances publiques et l'émergence d'un Etat responsable ;
- l'exigence de rentabilité qui impose l'efficacité, l'efficience et la performance dans la mise en œuvre des politiques publiques à travers l'exécution des programmes du MINT, en général, et, en particulier, du programme 602 ;
- l'importance de veiller à la maturation des projets et de démontrer la nécessité d'obtenir des financements pour la réalisation des activités relatives aux grandes préoccupations gouvernementales dans le sous-secteur des transports.

Outre les leçons sus-évoquées, il n'est pas superflu de mentionner l'importance de l'unique recommandation du CIEP 2016 à savoir :

- Renforcer la chaîne PPBS au sein du MINT pour la prise en compte des responsables de programmes.

3.3. PERSPECTIVES 2017

Comme dans le cas du bilan, ces perspectives seront déclinées par programme.

Programme 607: développement et réhabilitation des infrastructures de transport

Sur le plan du développement et de la réhabilitation des infrastructures de transport, la modernisation des infrastructures portuaires se poursuivra au cours du triennat 2017-2019 par :

- le suivi des concessions et des opérateurs portuaires (APN);
- la réhabilitation de la route d'accès à la zone amont du Port de Douala;
- la réhabilitation de l'éclairage public du port de Douala ;
- le démarrage des travaux de construction du port en eau profonde de Limbé sur le site N'gueme ;
- la restructuration du CNIC.

Dans le secteur ferroviaire, il est prévu :

- le renouvellement des tronçons de voie Douala-Yaoundé et Pangar-Ngaoundéré.

Dans le secteur routier, un point sera mis sur l'implémentation des mesures pratiques en vue de la réorganisation des transports urbains de masse en rapport avec les structures décentralisées avec la signature d'un partenariat avec les portugais sous le mode PPP, pour le développement des transports urbains de masse dans la ville de Yaoundé (STECY).

Programme 602 : amélioration du système de sûreté et de sécurité des différents modes de transports

Dans le sous-secteur aérien, les actions entamées en vue de la modernisation des infrastructures aéroportuaires devront s'intensifier. A cet égard, les efforts devront tendre vers la

certification des aéroports internationaux de Yaoundé-Nsimalen et de Douala. Dans cette optique tout doit être mis en œuvre afin que l'aéroport de Douala confirme sa vocation de hub sous régional.

Par ailleurs, il y a lieu de souligner l'implémentation du plan de redressement de CAMAIR-Co proposé par Boeing ainsi que le processus d'accélération de réhabilitation des aéroports secondaires pour permettre la desserte quotidienne du réseau domestique par la compagnie nationale CAMAIR-Co.

Dans le secteur maritime et portuaire, il s'agira :

- de l'acquisition du matériel de navigation pour la circonscription maritime de Kribi;
- la réhabilitation de l'éclairage public du port de Douala (PAD) ;
- la construction et l'équipement des centres de pesée des marchandises destinées à l'exportation (CNCC).

Dans le secteur ferroviaire, l'essentiel des actions envisagées ici visera, à :

- poursuivre la sécurisation des passages à niveau ;
- Entreprendre La numérisation du système d'information des gares et la sécurisation de l'espace voyageur de la gare de Yaoundé.

Pour ce qui est du sous-secteur routier, la grande préoccupation tout au long de l'année 2017 demeurera la lutte contre l'insécurité routière et les accidents de la circulation qui se traduisent par de nombreux cas de morts et blessés sur nos routes.

Programme 604 : Développement et Réhabilitation du Réseau météorologique national

Il sera question de continuer la modernisation et la densification du réseau météorologique national à travers :

- La réhabilitation et l'aménagement de la station météo de Batouri ;
- La formation des ingénieurs et techniciens de la météorologie à l'ENSP ;
- La construction des stations météorologiques et acquisitions des postes météorologiques et climatologiques.

Programme 603 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur des transports

Pour l'exercice 2017, tout en tenant compte de la modicité de l'enveloppe budgétaire, il sera question de poursuivre la construction des délégations régionales et départementales. L'aménagement et l'équipement des services centraux et déconcentrés.